

Avant-propos

Dans les périodes de crise profonde du capitalisme et de résistances de masse s'ouvre la possibilité et la nécessité que la politique déborde les cadres étroits des partis et du terrain électoral. Alors le mouvement peut être créateur de politique au sens le plus large et le plus profond du terme : pas seulement créateur de conscience politique mais aussi lieu majeur de la confrontation d'idées et créateur d'embryons de formes de luttes et de pouvoir autres que celles des institutions (y compris celles du mouvement ouvrier sous le capitalisme).

Alors, vraiment, s'ouvre la possibilité concrète d'une alternative.

C'est pourquoi de telles périodes exigent des anticapitalistes de rompre totalement avec l'idée que leur rôle serait d'« offrir un débouché politique au mouvement », conception qui conduit à placer l'intervention politique en extériorité à celui-ci et à faire du terrain électoral le lieu finalement privilégié soit des recompositions, soit de la propagande générale. « *Cela change complètement la vision qui fait d'une élite politique un sujet actif et le mouvement de masse un sujet passif : l'élite politique, une sorte de strate possédant la connaissance et, à l'opposé, le mouvement de masse une strate exprimant seulement des aspirations, des désirs, des tensions, etc.* »¹

L'objectif de cet article est seulement de donner à voir ce potentiel, ce que peut signifier un mouvement créateur de politique. Il ne s'agit pas de l'analyse de l'Italie des années 1970, de ses forces et de ses faiblesses. En ce sens c'est seulement un voyage faisant appel à l'imagination, partiel, partial aussi.



Voyage dans l'Italie des années 70

Qu'est-ce qu'on veut : Tout !

Denis Godard

Milan 1974. Siège des autonomes, une ancienne maison close dans le centre ville. Un soir d'automne s'y tient une assemblée de la coordination des collectifs de la ville. Etudiants, ouvriers, gens des quartiers, il y a au moins une centaine de personnes de comités d'usine, comités de quartiers et de cercles de jeunes. Le débat fait rage autour des pratiques de l'auto-réduction car il s'agit de prévoir une action dans les supermarchés : faut-il prendre les marchandises et partir sans payer ou faut-il s'arrêter aux caisses et imposer une réduction ?²

- *Nous, dans le quartier de via Padova, on est contre l'appropriation parce que c'est une forme de lutte qui exige une conscience politique d'avant-garde et qu'en tant que telle, elle n'est pas généralisable. Au niveau de la masse, seule l'auto-réduction est possible. c'est pourquoi on est d'accord avec le ravitaillement prolétaire au supermarché, mais en payant la moitié des produits. les choses doivent être payées moins cher, mais payées.*

- *Ah ben tu vas m'expliquer comment vous faites, éclate Mimmo, du collectif de l'usine Alfa, pour faire les courses et faire taper moitié prix à la caissière ! Entre temps les flics déboulent de tous les côtés et ils vous flanquent au trou. Si on décide de faire une appropriation prolétaire, on prend et on se tire.*

Les interventions des usines et des quartiers se succèdent jusqu'à minuit. L'assemblée est coupée en deux. La moitié avec Alfa et Siemens, l'autre avec les gens de la via Padova.

A la fin de la réunion, Renato annonce - *Si vous en êtes, nous d'Alfa, samedi prochain, le matin, on emmène cent ouvriers à Quarto Oggiaro et on fait les courses à l'Esselunga de via Amoretti. Vous de Bovisa, vous pouvez en amener une centaine d'autres ? Il faut baliser les lieux. Il faut deux groupes pour surveiller quand les gens seront à l'intérieur en train de se ravitailler, si la police arrive des deux seuls endroits d'où elle peut arriver : de la bretelle et de la petite place du quartier. Il faut deux groupes avec des molotovs, comme ça ceux qui sont à l'intérieur du supermarché entendent les explosions et, le temps que les bagnoles de flics s'arrêtent, ils ont le temps de s'échapper.*

Dans les mois qui suivent ce type d'actions se généralise, dans les supermarchés, les magasins de vêtements mais aussi, organisés par des cercles de jeunes des quartiers, pour les concerts et les théâtres.



Faut-il prendre les marchandises et partir sans payer ou faut-il s'arrêter aux caisses et imposer une réduction ?

Tous les samedis matins à Milan des comités ouvriers, comme celui de la Magnetti Marelli (une filiale de Fiat) et des comités de jeunes des quartiers populaires comme celui de Baggio organisent des rondes ouvrières devant des ateliers pour dénoncer le travail au noir du samedi et les heures supplémentaires.

Cela est encore lié à l'agitation dans les usines. Au même moment Magnetti Marelli introduit la Cassa integrazione, le chômage technique. A l'usine de Crescenzago ce sont des ateliers employant des femmes qui sont d'abord touchés. Le comité ouvrier organise des cortèges internes à l'usine et une assemblée des travailleurs. La lutte se durcit et, pour la première fois, les femmes s'organisent elles-mêmes afin d'obtenir le

retour à l'usine et leurs cortèges parcourent l'usine. Le premier jour de cassa integrazione, 900 femmes suspendues s'organisent et, à 8 heures, elles entrent dans l'usine. Un tract du comité raconte : « La joie d'avoir réussi à surmonter leur peur et le chantage patronal se lit sur leur visage ; elles parcourent l'usine en cortège, une centaine d'ouvriers, qui n'ont pas été suspendus, se joignent à elles. A 2000, ils envahissent les bureaux mais les cadres (des porcs et des lâches) se sont enfuis. »³

Rassemblement de centaines d'ouvriers devant les portes de l'usine, cortèges internes pour imposer l'entrée des ouvriers suspendus ou licenciés et organisation de groupes d'ouvriers pour chasser les forces de sécurité, cette pratique se développe à l'usine dans les mois qui suivent.

« On veut tout »

Cette atmosphère et ces pratiques sont le produit d'années d'agitation et d'un haut de niveau de conflictualité en Italie.

C'est le mouvement étudiant de 1967-1968 mais surtout les luttes ouvrières qui culminent dans l'automne chaud de 1969 qui ont donné le tempo des luttes de la décennie qui suit en Italie. A la fin des années 60, les syndicats ont commencé à être débordés par la colère des jeunes ouvriers qui ont établi la connexion avec les étudiants.

Le ton est donné dès le 3 juillet 1969 lors d'une manifestation appelée par les assemblées ouvriers-étudiants à Turin qui se transforme en affrontement de masse des ouvriers et des habitants des quartiers avec la police : « Che cosa vogliamo ? Tutto » (Qu'est-ce qu'on veut ? Tout).

Dès la fin des années 1960 et de manière accélérée en 1968 et surtout 1969 ce qui se développe dans les luttes d'usine exprime un double-refus, refus de l'organisation capitaliste du travail et refus des divisions imposées par les patrons entre catégories, entre usines, entre le Nord et le Sud. Sur cette base les ouvriers inventent des nouvelles formes de lutte et d'organisation. L'accent est mis sur des formes qui impliquent les travailleurs et rendent la lutte la moins coûteuse possible pour eux et le plus possible pour le patron.

Rien n'illustre mieux cette cohérence entre refus du pouvoir capitaliste et formes de lutte que la pratique de l'objectif. La lutte prend la forme d'une mise en pratique directe par les ouvriers de leurs revendications : pour la suppression des heures supplémentaires, on ne les fait pas, pour la diminution des cadences on organise leur ralentissement, contre le chômage technique ou le licenciement d'ouvriers on réintroduit les ouvriers dans l'usine. Ce que mettent en pratique les ouvriers c'est ce qu'ils revendiquent, de fait leur contrôle effectif sur l'usine.

Ces formes de lutte favorisent l'organisation à la base et visent à donner confiance et entraîner la majorité des travailleurs ou, pour reprendre un mot très utilisé à l'époque, leur autonomie autant vis-à-vis des exigences du capital que des modes d'intervention traditionnels du mouvement ouvrier : organisation

par ateliers, cortèges internes à l'usine à partir d'un atelier pour entraîner les autres ateliers, arrêts de travail successifs et coordonnés par atelier qui paralysent l'ensemble de la chaîne au moindre coût pour les ouvriers, piquets de masse aux portes de l'usine qui favorisent aussi le soutien externe.

Tout cela donne naissance à des comités de base ouvriers et à un large mouvement de conseils d'usine basés (au début du moins) sur des délégués révocables par atelier qui s'imposent aux patrons.⁴

De l'usine à la société

Les luttes d'usine vont se propager à la société civile y apportant leur caractère radical mais aussi leurs formes de lutte et d'organisation.

Dès 1969, en réponse aux augmentations de loyer et aux expulsions la protestation s'organise. « *En peu de temps, dans les quartiers et les communes de banlieue, surgirent spontanément des comités de locataires, qui étaient l'expression d'assemblées populaires, se réunissant d'une habitation à l'autre, d'un lotissement à l'autre. Ils donnèrent vie à un réseau de contre-pouvoirs qui occupa l'espace d'intervention des organismes locaux.* »⁵ Dans la commune de Nichelino en banlieue de Turin, le 13 juin 1969, au terme d'une manifestation appelée par 16 comités de locataires contre les loyers chers, les manifestants pénètrent dans la mairie et l'occupent. L'occupation durera douze jours transformant la mairie en lieu d'assemblée populaire permanente.



Rien n'illustre mieux cette cohérence entre refus du pouvoir capitaliste et formes de lutte que la pratique de l'objectif (...) Ce que mettent en pratique les ouvriers c'est ce qu'ils revendiquent, leur contrôle effectif sur l'usine

En 1974, 600 familles occupent les immeubles du nouveau quartier de Falchera.

À Milan, presque la moitié des 100 000 familles vivant dans des logements publics pratiqueront la grève partielle ou totale des loyers entre 1968 et 1970 imposant, dans leur pratique, l'objectif de la baisse des loyers.

Un tract du comité de défense de la grève des loyers du corso Taranto à Turin donne une idée du lien entre luttes d'usine et luttes de quartier : « *La classe ouvrière en lutte subit non seulement une attaque continue à l'intérieur de l'usine mais est conditionnée par les difficultés dans lesquelles elle se trouve à l'extérieur à cause des dépenses fixes (taxes, factures et loyers) qui entament fortement le salaire. L'unique manière d'affronter avec force l'offensive patronale hors de l'usine est de s'organiser pour la défense de la grève, en s'abstenant de payer les factures, taxes et loyers, tant que dure la lutte contractuelle.* »⁶



Auto-réduction

C'est en 1974 que va se développer la pratique de l'auto-réduction (« on décide de ce qu'on paie ») qui, avant de se propager aux produits de consommation et à la culture, va concerner les transports et l'électricité.

Durant l'été 1974 un décret du gouvernement autorise les augmentations des prix du transport en commun et des tarifs publics.

Lorsque les travailleurs reviennent de vacances les tarifs de leur abonnement hebdomadaire ont augmenté de 30 à 50%. À Turin des bus entiers refusent de payer les nouveaux tarifs. Chaque bus est alors transformé en assemblée avec un délégué qui collecte des billets édités à l'ancien tarif envoyés par le syndicat à la compagnie de bus. Ce type de lutte se propage aux autres villes avec souvent le soutien des sections syndicales locales mais jamais du syndicat national.

À Turin, pour lutter contre l'augmentation des factures d'électricité la lutte s'organise à partir des assemblées dans les usines. « *On décide une articulation en deux temps. Dans un premier temps (avant que les factures n'arrivent) les usagers signent un document en ajoutant leur numéro de compte courant postal, où ils déclarent qu'ils ne paieront que la moitié de la prochaine facture, et on l'envoie à l'ENEL (EDF italien). Dans un second temps on imprime des factures auto-réduites et on les paie.* »⁷ Des tracts sont



À Turin des bus entiers refusent de payer les nouveaux tarifs. Chaque bus est alors transformé en assemblée avec un délégué qui collecte des billets édités à l'ancien tarif envoyés par le syndicat à la compagnie de bus

diffusés dans les quartiers. Des assemblées sont organisées par les comités de quartiers avec des syndicalistes de l'ENEL qui s'engagent à refuser de couper l'électricité dans les foyers. « Des groupes de base, dans beaucoup de communes, distribuent des tracts sur les marchés, organisent des assemblées volantes, font des affiches murales, dans beaucoup de localités, surtout de la ceinture, on organise des piquets aux bureaux de poste où on fait les versements, avec des tables et des factures auto-réduites ; à Nichelino, un samedi matin 300 factures auto-réduites sont payées. Des heures et des heures de discussion se déroulent en groupe devant les postes, puis se poursuivent dans les familles, dans les bars, les lieux de rencontre. Il est impossible de rendre compte de toutes les initiatives. Des travailleurs des bureaux de poste s'adressent au syndicat pour avoir directement les numéros de comptes courants déjà donnés pour alléger le travail dans les bureaux où le personnel est sous pression à cause de cette initiative de l'auto-réduction. »⁸

Le mouvement s'accélère. En novembre l'ENEL reçoit 2600 factures auto-réduites par jour ! Au total 180 000 familles turinoises pratiqueront l'auto-réduction.



Les négociations amèneront l'annulation de la hausse prévue. Des mouvements similaires se développent à Milan, Naples, Rome, Palerme sans recevoir le même appui syndical qu'à Turin suite à l'opposition du PCI et de la direction de la CGIL (équivalent de la CGT).

Grève à l'envers

Des exemples pourraient être donnés en ce qui concerne de nombreux autres domaines, de l'école jusqu'aux prisons. A Naples c'est sur le front de la lutte contre le chômage qu'un mouvement de masse se développe en adoptant la même logique. En 1973 des comités de quartier se sont créés en réponse à une épidémie de choléra pour exiger des mesures de réhabilitation assurant de meilleures conditions d'hygiène. Sur la base de ces comités va se développer les disoccupati organizzati (les chômeurs organisés). Le mouvement s'organise avec des comités de quartiers, une assemblée de ville avec des délégués des différents lieux et un comité exécutif de ville. Avec difficultés le mouvement obtient le soutien des syndicats. En 1975-76, il compte entre 10 000 et 15 000 membres actifs (l'implication est un des critères pour les listes constituées). Organisant des blocages de rue, des occupations des bureaux du gouvernement local, le mouvement appellera sans succès les travailleurs d'Alfasud à refuser les heures supplémentaires. Mais la forme de lutte la plus en phase avec la période (et la pratique de l'objectif) est la sciopero a rovescio (grève à l'envers). Deux cents membres allèrent travailler au nouveau grand hôpital de Naples pendant une semaine aux côtés des employés pour attirer l'attention sur les sous-effectifs.⁹

En chemin...

Avant de revenir sur ce que donnent à voir ces exemples, quelques avertissements pour éviter les faux-débats.

Parce qu'il s'agit seulement de donner à voir un certain type de potentialités ouvertes par une période de crise systémique et les luttes qu'elle génère, cet article n'aborde pas du tout la question des rapports de force globaux :

- au sein de la classe ouvrière elle-même entre différents niveaux d'implication dans le mouvement et différentes stratégies
- au sein de la société plus généralement entre différentes couches de la population et avec la classe dirigeante.¹⁰

Ainsi n'est pas abordé la question, pourtant cruciale, de l'articulation entre cette dynamique du mouvement et l'affrontement avec l'État qu'elle provoque.¹¹

Ce qu'il donne à voir, au travers de ces exemples, c'est qu'il existe des périodes où les questions d'une stratégie anticapitaliste se mettent à être posées sur le terrain pratique et concret des expériences du mouvement lui-même et non plus uniquement sur le terrain abstrait de la théorie et de la propagande.

Si nous sommes entrés dans une telle période comme le défend cette revue, alors il y a des conséquences directes et très concrètes

pour une organisation anticapitaliste. Cela impose un changement dans la nature de notre activité :

- de l'intervention dans des luttes spécifiques comme milieu favorable à une propagande anticapitaliste élaborée extérieurement à l'intervention coordonnée dans le mouvement comme lieu de construction politique d'une alternative et lieu d'élaboration de la stratégie anticapitaliste.¹²

- de l'importance des campagnes électorales comme tribune pour s'adresser à la société voire comme lieu de recomposition politique à la centralité du mouvement comme base de ces recompositions.¹³

- de la construction de programmes qui évoquent seulement la nécessité d'un rapport de forces pour s'incarner dans l'avenir à l'élaboration de propositions stratégiques et pratiques qui combinent en permanence et de manière évolutive des contenus revendicatifs avec les formes de lutte et d'organisation appropriées. Il faut retrouver le fil de la pratique de l'objectif¹⁴.

De ce point de vue une autre leçon doit être retenue de l'exemple italien, non apparente dans les exemples cités. Dès le début des années 1960 un courant, marginal au départ, issu des forces traditionnelles de la gauche se démarque d'elles pour mettre en avant l'étude de ce qu'il nomme la nouvelle composition de classe, le développement d'un nouveau sujet ouvrier en lien avec l'évolution des modes de production capitaliste et centralement la production à la chaîne au sein d'énormes concentrations ouvrières. Ce courant, l'opéraïsme, développe l'idée qu'à chaque composition de classe corres-

Il existe des périodes où les questions d'une stratégie anticapitaliste se mettent à être posées sur le terrain pratique et concret des expériences du mouvement lui-même et non plus uniquement sur le terrain abstrait de la théorie et de la propagande

pond des formes de lutte et d'organisation adaptées dans une perspective de revendication d'un pouvoir ouvrier.

Les noyaux qui se construiront autour de cette élaboration seront non seulement en phase avec le mouvement qui se développe à la fin des années 60 mais le fertiliseront et joueront un rôle tout au long de la décennie.

Analyser leurs faiblesses autant que leurs forces sera source d'enseignements. D'ors et déjà l'un de ces enseignements correspond directement aux objectifs de cet article. De l'Italie des années 1970 à la France des années 2010 le capitalisme a évolué et avec lui les modes de production et d'organisation du travail et donc aussi la composition de classe. Il ne s'agit donc pas de calquer les formes d'organisation et de lutte données ici en exemple mais plutôt de nous inciter à analyser précisément ce qu'est la nouvelle classe ouvrière des années 2010 pour se mettre à même de saisir et de propager les nouvelles formes de lutte et d'organisation, même embryonnaires, dont elle commence à se doter. ■

1. Entretien avec Sergio Bologna (en anglais) sur le site <http://libcom.org>

2. Tiré du livre *Insurrection* de Paolo Pozzi, Nautilus, 2010

3. *La Garde rouge raconte, Histoire du comité ouvrier de la Magnetti Marelli*, Emilio Mentasti, Les nuits rouges, 2009

4. Il faudra revenir sur cette question (et le débat qu'il suscite alors en Italie) des conseils d'usine auxquels s'opposent les principales organisations dites « extraparlémentaires ». Mais cela sort du cadre de cet article.

5. *La Fiat aux mains des ouvriers*, Diego Giachetti et Marco Scavino, Les nuits rouges, 2005

6. *Idem*.

7. Cité dans Anna Libera, *Italie : les fruits amers du compromis historique*, éditions La Brèche, 1978

8. *Idem*.

9. Paul Ginsborg, *A history of contemporary Italy*, Penguin Books, 1990

10. L'analyse de ces rapports de force et de leur évolution serait nécessaire pour une analyse des réelles potentialités de cette période et, plus important pour qui ne fait pas seulement travail d'historien, pour tirer leçon des différentes stratégies défendues au sein du mouvement et aussi de celles utilisées par la classe dirigeante pour briser celui-ci.

11. Cette note comme celles qui suivent, hors du champ de l'article, visent à montrer le type de débats ouverts par l'expérience italienne. Le développement du mouvement et des formes qu'il prend ouvre rapidement une confrontation avec l'État. Sur cette question, le PCI théorise après le coup d'État au Chili la nécessité d'une alliance avec les fractions de la classe dirigeante « libérale » qui l'amène de plus en plus à condamner la radicalisation du mouvement et à soutenir la répression. Du côté de la gauche radicale, l'articulation entre développement du mouvement et confrontation à l'État sera sans doute un des points les plus difficiles et source de débats amenant à une sorte de séparation entre les deux (l'exemple le plus significatif étant l'évolution des Brigades rouges, au-delà de la question de la question de la lutte armée, qui au milieu de la décennie délaissent une activité centrée sur les luttes d'usine pour « porter l'affrontement au cœur de l'État »).

12. Cela ne signifie pas la disparition de la nécessité du parti mais le développement de ce type de parti que Daniel Bensaid assimilait à un « opérateur stratégique » au sein du mouvement. Là encore l'expérience italienne sera utile pour nourrir nos débats même si on peut dire que cette question n'a jamais été résolue par des forces radicales et révolutionnaires qui furent les plus importantes parmi les pays développés dans les années 1970.

13. Il ne s'agit pas de dire que par principe il ne faut pas, dans ce type de période, intervenir dans le champ électoral mais d'insister sur le fait d'une part que les formes d'intervention dans ce champ sont modifiées (et doivent donc être réfléchies et élaborées sur ces nouvelles bases) et soumises aux tâches et questions soulevées par l'intervention au sein du mouvement.

14. De ce point de vue le texte voté au dernier congrès du NPA « Nos réponses à la crise » est un pas dans le bon sens mais qui illustre aussi que la rupture avec le passé n'a pas été accompli : de manière propagandiste nous nous essayons à élaborer des revendications qui pratiquement peuvent mener à un affrontement avec le système mais la nécessité de lier cela à des formes d'organisation et de lutte reste plus qu'embryonnaire (quid du type d'intervention dans les syndicats, des formes d'organisation du contrôle ouvrier, du développement d'assemblées de quartier, etc.). D'où l'ambiguïté persistante du texte entre outil stratégique et simple programme à porter aux élections. D'où aussi l'espace ainsi laissé aux courants les plus révolutionnaires du NPA pour le critiquer sous l'angle d'un maximalisme programmatique et sa défense par d'autres courants comme base d'une recomposition avec d'autres forces dans le cadre des campagnes électorales.

